

Verhofstadt ou la fin du rêve fédéral

Apôtre des « Etats-Unis d'Europe », l'ex-premier ministre belge a pris de court ses partisans en tendant la main au populiste italien Beppe Grillo

JEAN-PIERRE STROOBANTS

BRUXELLES - bureau européen

En 2009, il écrivait un livre intitulé *Sortir de la crise. Comment l'Europe peut sauver le monde* (André Versaille-Actes Sud), défense et illustration de son projet d'« Etats-Unis d'Europe » où, à côté d'un gouvernement économique et d'un budget propre, l'Union disposerait de nouveaux outils et poursuivrait son intégration dans les domaines de la politique étrangère, de la défense ou de la justice. C'était juste avant le naufrage de la Grèce, qui allait conduire Alexis Tsipras au pouvoir à Athènes, et l'Union au bord du chaos.

Sept ans plus tard, il publiait *Le Mal européen* (Plon, 2016), un livre dédié à deux des pères fondateurs de l'Europe, l'Allemand Heinrich von Brentano, créateur de la CDU, et le socialiste belge Paul-Henri Spaak. Guy Verhofstadt, 64 ans bientôt mais la fougue d'un adolescent, y défendait le projet d'une Union « plus efficace et plus démocratique », susceptible de sortir de son « *bourbier institutionnel* ». Il démentait, au passage, être partisan d'un « *super-Etat bruxellois* » : le Flamand connaît trop bien les critiques des eurosceptiques sur cette Europe qui gaspillerait l'argent, dévoierait la démocratie et gommerait les identités.

Dans la préface de cet ouvrage, son ami Vert Daniel Cohn-Bendit, qui l'a laissé un peu orphelin au Parlement de Strasbourg depuis 2014, évoquait la déliquescence d'un continent qui déroge à ses valeurs face à la crise des réfugiés. D'un optimisme un peu forcé, le duo fédéraliste martelait toutefois que tout espoir n'était pas perdu, même si les Etats-nations, « *qui se trompent* », font mine de croire qu'ils ont la capacité de s'imposer seuls dans un monde en plein bouleversement.

Mars 2017. Guy Verhofstadt est assez sombre. L'effet du décalage horaire ? Ce jour-là, il rentre des Etats-Unis, où il vient de présenter la version traduite de son dernier opus, titré, cette fois, *Europe's Last Chance* (Basic Books, non traduit en français). Attablé dans l'un de ses restaurants italiens favoris à Gand, la ville

où il habite, le chef du groupe de l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe (ALDE) au Parlement européen se dit « *sous le choc* ». Il n'imaginait pas, dit-il, la virulence du propos que tiennent l'administration Trump et ses soutiens à l'égard de cette Europe qu'ils verraient volontiers imposer. Il garde pourtant un espoir : « *Cette Europe va disparaître si elle ne se réforme pas en profondeur, mais Trump est peut-être celui qui va nous aider à la sauver. Trump, c'est un réveil, mais nous devons nous dépêcher de nous bouger!* »

L'Union est donc à un tournant, mais l'euro-député affirme ne pas avoir décidé quelle sera la suite de sa carrière et s'il briguera un nouveau mandat en 2019. Renoncement ? Il

songe peut-être à sa maison et à son vignoble d'Ombrie, ou à ses mandats dans divers conseils d'administration – quatre étaient rémunérés en 2015, selon le site belge Cumuleo, dont l'un pour l'entreprise maritime Exmar et l'autre pour la société d'investissement Sofina, actionnaire notamment de Danone et de GDF Suez. Mais, en fait, il rêve toujours d'être celui qui ferait renaître une Europe qui le désole, « *incapable d'accueillir des réfugiés, de répondre à la Russie, de résoudre vraiment la crise bancaire ou de réduire collectivement la menace djihadiste* ».

TÊTU, ÉGOCENTRIQUE ET ENTHOUSIASTE

Cet homme, très sûr de sa valeur, garde la conviction que, avec lui, et surtout sans Tony Blair, cette Union à laquelle il tient tant n'en serait pas là. Si l'ex-premier ministre britannique ne s'y était pas opposé, il serait devenu le président de la Commission de Bruxelles, en 2004, à la place du Portugais José Manuel Barroso. Il avait à l'époque le soutien de Jacques Chirac et de l'Allemand Gerhard Schröder, mais pas celui du Britannique. En juillet 2002, sa proposition de créer un quartier général opérationnel européen, compétent pour planifier et exécuter des missions militaires de l'Union en toute autonomie, allait le fâcher définitivement avec Londres. Et après l'invasion de l'Irak, en 2003, à laquelle la Belgique s'était opposée, les relations entre les deux hommes étaient devenues exécrables.

Réputé têtu, impatient, enthousiaste et sur-

tout égocentrique, l'ancien premier ministre belge – il dirigea deux coalitions entre 1999 et 2008 – est surtout un grand ambitieux. « *Mettez-le sur un vélo, il veut devenir champion du monde; laissez-le faire de la politique, et il se voit président du monde* », écrivaient, en 2002, deux de ses biographes belges. Aujourd'hui, croit-il encore vraiment à ce fameux « grand saut fédéral », lui qui donne parfois l'impression d'être un général sans armée, un précheur de la bonne parole « *européiste* » dans un désert de plus en plus vaste ?

Il est trop intelligent, sans doute, pour ne pas constater l'évident décrochage entre les élites qu'il incarne et des peuples déçus, sceptiques ou hostiles. Alors, il donne désormais raison à ceux qui critiquent l'Europe mais qui, insiste-t-il, sont favorables à une armée européenne, à une vraie coordination antiterroriste ou à un gouvernement de la zone euro. Hostiles à l'Europe telle qu'elle fonctionne, pas à l'Europe en soi, dit-il.

« *Il n'y a pas d'autre option que la réforme, sinon l'Europe disparaîtra* », clairotte celui que la presse belge baptisa le « Grand Bleu », allusion à sa taille et à ses convictions, qui furent longtemps ultralibérales – le bleu est la couleur de son parti, l'Open VLD. On l'appela aussi « *Baby Thatcher* » lorsqu'il devint ministre du budget à 32 ans – il prônait les privatisations, la levée de toutes les barrières protectionnistes et la mise à l'écart des syndicats et autres groupes de pression.

Verhofstadt l'enthousiaste est aussi un homme qui a le pouvoir chevillé au corps, capable de renverser obstacles, adversaires ou amis pour arriver à ses fins. Le récent épisode de son rapprochement avec le Mouvement 5 Etoiles de l'Italien Beppe Grillo, lors de la course à la présidence du Parlement de Strasbourg, illustre sans doute parfaitement la méthode d'un politique rompu, dans son pays, à toutes les astuces de l'art manœuvrier, du compromis et de ce qui, en néerlandais, est défini comme « *la politique de canapé* », ces discrètes négociations d'arrière-salle débouchant sur un donnant-donnant. « *Il a beaucoup moins de principes que ce que certains ont tendance à croire* », dit de lui l'un de ses anciens ministres.

UN OPPORTUNISTE ?

La course à la succession du social-démocrate allemand Martin Schulz, parti faire campagne contre la chancelière Angela Merkel en Allemagne, s'est transformée en une sorte de commedia dell'arte, dans laquelle cet amou-

reux de l'Italie a joué un rôle de premier plan. Premier acte : il propose en vain aux Verts et aux sociaux-démocrates une alliance. Le chef de groupe de ces derniers, l'Italien Gianni Pittella, n'était pas hostile à une entente contre Antonio Tajani, ancien porte-parole de Silvio Berlusconi et candidat des conservateurs du Parti populaire européen (PPE), mais il redoutait que le Belge l'utilise à son avantage dans un pilotage en solo de l'hémicycle.

Acte II : Verhofstadt commence alors des pourparlers avec d'autres Italiens, ceux du Mouvement 5 Etoiles, qui compte 17 élus à Strasbourg. « *Ils sont venus d'eux-mêmes vers moi, désireux de se détacher du UKIP de Nigel Farage. Et d'ailleurs, ils votent souvent comme le groupe ALDE* », explique-t-il avec un bel aplomb et le sourire aux lèvres. Lui, le démocrate fédéraliste et libéral négociant avec les troupes d'un radical, populiste et prônant la fin de l'euro ? « *Grillo ne hait pas l'Europe et j'aurais obtenu qu'il renonce à son projet de référendum sur la sortie de l'Italie de la monnaie unique. Il appuyait mon programme, qui vise*

**« CETTE EUROPE
VA DISPARAÎTRE
SI ELLE NE
SE RÉFORME PAS
EN PROFONDEUR,
MAIS TRUMP EST
PEUT-ÊTRE CELUI
QUI VA NOUS AIDER
À LA SAUVER »**

GUY VERHOFSTADT
chef du groupe ALDE
au Parlement européen

à réformer l'Europe, pas à la détruire.»

L'affaire, qui a suscité bien des remous au sein des libéraux, a finalement capoté et, dans le troisième acte, le dirigeant libéral négociateur – avec quelques postes à la clé – un « agenda de réformes » avec... le PPE. Si on lui objecte que, peut-être, l'opportunisme a ses limites, il ne s'emporte pas. « *Un opportuniste ne fait pas ce que j'ai fait. J'ai vu une occasion de diviser les populistes, et j'ai amené l'un d'eux à changer d'avis. Nous devons cesser de les écouter et de les subir, nous devons contre-attaquer, casser leur logique.* »

Sûr de lui, il s'apprête à livrer une belle bataille, la dernière peut-être de sa carrière, en tant que négociateur du Parlement sur le Brexit. « *Pas de vengeance, pas de punition, mais pas non plus d'une négociation qui déboucherait sur l'idée que l'on est mieux en dehors de l'Europe que dedans!* », affirme l'ancienne tête de Turc de Tony Blair. Certain de faire triompher son point de vue, comme d'habitude. ■

Prochain volet : Les reconSTRUCTEURS

Juncker, l'Européen « de la dernière chance »

Fatigué, affaibli par les crises successives de l'Union, le président de la Commission, adepte du consensus, a bien du mal à faire face au choc du Brexit et à la montée des populismes

Une lettre officielle récemment exhumée sur Twitter par un journaliste luxembourgeois résume une partie du personnage. Elle est adressée par Jean-Claude Juncker à Xavier Bettel, son successeur au poste de premier ministre du Grand-Duché, et est agrémentée d'un petit cœur à droite de sa signature.

L'anecdote illustre le côté décalé et désinvolte du président de la Commission européenne. Tout comme le « *Bonjour dictateur!* » qu'il lança un jour de sommet au premier ministre hongrois, Viktor Orban, ou le « *parce que c'est la France* » asséné en réponse à une question sur la mansuétude de la Commission à l'égard des écarts budgétaires hexagonaux... Le Luxembourgeois a présenté son mandat comme celui « *de la dernière chance* ». Mais n'a pas renoncé à ces accès de franchise en s'installant à Bruxelles, au grand dam de son service de communication.

M. Juncker, 62 ans, dont dix-huit à la tête du gouvernement luxembourgeois et huit à celle de l'Eurogroupe, s'est forgé un personnage de « *vrai Européen* » : polyglotte, expert du couple franco-allemand, coarchitecte de l'euro, recordman des nuits blanches passées à tenter de sauver la monnaie unique durant la crise financière.

Mais, à son corps défendant, le chrétien-démocrate incarne surtout l'ancienne génération. Celle qui considère encore l'Union comme une aventure incroyable, continuant d'incarner l'idéal de paix et de prospérité du traité de Rome. Sans parvenir à répondre aux préoccupations des plus jeunes.

Quand il a pris ses fonctions, en novembre 2014, la tête de liste du Parti populaire européen avait pourtant

suscité un certain espoir. Premier président de la Commission élu par le Parlement au sein de la famille politique arrivée en tête des élections européennes, il bénéficie d'une légitimité politique inégalée. N'hésitant pas à s'opposer aux dirigeants nationaux – notamment à la chancelière Angela Merkel sur les questions de surveillance budgétaire des pays membres –, il a, de fait, réussi à sortir l'institution communautaire du rôle de simple « *secrétariat* » du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement dans lequel l'avait cantonné son prédécesseur, José Manuel Barroso.

Il lui a d'abord fallu surmonter le scandale « *LuxLeaks* » : la révélation, quelques jours seulement après sa prise de fonctions, d'un système de « *rescrits fiscaux* » signés par le fisc luxembourgeois avec des centaines de

multinationales, permettant à ces dernières d'échapper largement à l'impôt. Un procédé rendu possible par la forte concurrence fiscale qui oppose les capitales de l'UE. L'image de l'ancien premier ministre en a pris un coup. L'eurodéputée Eva Joly lui a consacré un livre au vitriol, intitulé *Le Loup dans la bergerie* (Les Arènes, 2016).

Jacques Delors pour modèle

Héritier revendiqué du Français Jacques Delors, président de la Commission entre 1985 et 1995, Juncker a recentré « *Bruxelles* » sur quelques priorités : l'investissement, la migration, la transition digitale, la sécurité et la défense. Il s'est attaché à tracer des perspectives à dix ans, a récemment proposé un Livre blanc sur le futur de l'Union, osant évoquer le tabou du « *moins d'Europe* ».

Mais deux ans et demi à peine après sa prise de fonctions, Juncker est un dirigeant affaibli. Par le vote des Britanniques en faveur du Brexit, même s'il n'en est pas personnellement responsable ; à cause du départ de son ami Martin Schulz, ex-président du Parlement européen, désormais candidat social-démocrate à la chancellerie en Allemagne. Les deux hommes – même génération, mêmes convictions

europheiles – partageaient une vraie complicité et, surtout, joignaient leurs forces et leurs institutions pour résister à la pression des chefs d'Etat et de gouvernement.

La courageuse tentative de Juncker d'imposer en 2015, avec le soutien de Berlin, des quotas de répartition des demandeurs d'asile, notamment aux anciens pays de l'Est, s'est également retournée contre lui, ces Etats militant désormais avec insistance pour que l'on rogne les ailes de la Commission.

Les rumeurs récurrentes sur l'état de santé de ce grand fumeur et amateur de whisky n'aident pas, même si elles ne reposent sur aucune évidence médicale et sont systématiquement démenties. « *Domage qu'il n'ait pas eu dix ans de moins pour affronter cette situation* », entend-on à la Commission. Parfois, les interviews de l'intéressé trahissent une certaine lassitude. Ainsi celle qu'il a donnée à une radio allemande, en février, au cours de laquelle il a confirmé qu'il ne briguerait pas un second mandat. Ce renoncement annoncé aussi loin de la ligne d'arrivée n'a pas rassuré ceux qui recherchent l'oiseau rare, capable de conduire le sursaut de l'Europe. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

Giscard et sa Constitution, un hors-sujet tragique

ELLE EST RESTÉE DANS LES MÉMOIRES comme le texte de trop, celui qui faisait aller les peuples trop loin dans l'intégration libérale de l'Europe. La Constitution européenne fut rejetée en 2005 lors des référendums français et néerlandais. Et pourtant, comme le diagnostiqua le conseiller d'Etat Fabien Raynaud, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, la convention européenne, qui travailla sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing en 2002 et 2003, « fut un hors-sujet tragique ».

Rien, pas une avancée sur la gouvernance économique de la zone euro, alors que déjà la France et l'Allemagne violaient le pacte de stabilité, que les premières tricheries de la Grèce apparaissaient et que la zone euro connaîtra une crise existen-

tielle cinq ans plus tard. L'objectif était de régler le vieux conflit de la fin des années 1990, celui du partage des pouvoirs, les Länder allemands se plaignant de voir leurs compétences filer vers Bruxelles.

« Un écrin avec rien dedans »

Giscard imagina toutes sortes d'oripeaux – un hymne, un drapeau, une devise – pour donner au compromis l'apparence d'une Constitution appelée à durer cinquante ans. En réalité, il fallut supprimer ces artifices constitutionnels pour faire accepter la ratification du texte par voie parlementaire avec le traité de Lisbonne en 2008 : « *La Constitution, c'était un écrin avec rien dedans. On a enlevé l'écrin* », plaisanta à l'époque l'euro-député Jean-Louis Bourlanges.

En fait, la Constitution est morte d'une incompatibilité entre Tony Blair, qui avait fixé les lignes rouges britanniques à plus d'intégration, les Allemands, qui voulaient le statu quo, tandis que les Français, soucieux d'intégration sociale dans une Europe où leurs idées étaient minoritaires, faisaient un faux procès au texte, le confondant avec... le traité de Rome. Ils s'en sont pris à la concurrence libre et non faussée et au « plombier polonais », alors que les pays de l'Est venaient de faire leur entrée dans l'Union, faisant perdre à la France son rôle central au profit de l'Allemagne réunifiée. La ratification jugée peu démocratique du texte, avec le traité de Lisbonne, n'a fait qu'accentuer cette défiance. ■

ARNAUD LEPARMENTIER